



Sections



Politique

- International
- CheckNews
- Culture
- Idées et Débats
- Société
- Environnement
- Economie
- Lifestyle
- Portraits
- Sports
- Sciences

EVE SZEFTEL

Accueil / Politique / Elections

# Porté disparu

## Ile-de-France : le Grand Paris, grand absent des régionales

Article réservé aux abonnés

Grand Paris, en construction dossier

Un collectif d'urbanistes et de sociologues dresse l'acte de décès de la Métropole du Grand Paris qui, cinq ans après sa création, se trouve à leurs yeux inexistante et impuissante pour combattre la ségrégation territoriale qui affecte la région la plus riche de France.





La métropole du Grand Paris, créée en 2016, se retrouve totalement absente des débats et des enjeux des élections régionales en Ile-de-France. (Kenzo Tribouillard/AFP)

par [Eve Szeftel](#)

publié le 25 juin 2021 à 19h04

La métropole du Grand Paris (MGP) était déjà la grande absente des élections municipales de 2020. Absente des débats, absente aussi des représentations. Quel électeur à Paris, Saint-Denis ou Rueil-Malmaison avait conscience de participer à l'élection indirecte des 208 conseillers métropolitains, désignés par les conseils municipaux des 131 communes qui font partie de son périmètre ? Mais c'est peu de dire que la métropole aux 7,1 millions d'habitants a également brillé par son absence lors des régionales. *«La campagne a été complètement à côté de la plaque. Les programmes n'ont pas abordé les grandes questions qui sont au cœur des préoccupations des gens : le rapport domicile-travail, la crise du logement, la spéculation immobilière et, plus généralement, la montée des inégalités dans une région très riche, qui crée 700 milliards d'euros de PIB annuel, soit 32% du PIB national»*, explique à Libération Pierre Mansat.

Cet ancien adjoint au maire de Paris de 2001 à 2014, en charge de la question métropolitaine, est à l'origine d'une tribune collective, [parue dans le Monde jeudi](#), qui dresse l'acte de décès de la MGP et appelle le président Emmanuel Macron à s'engager pour *«la création d'un véritable gouvernement métropolitain en Ile-de-France»*, en lieu et place du conseil régional. Car, [cinq ans après la création de la métropole](#) dans la foulée de la

*loi Montom* *«le constat d'échec de l'organisation institutionnelle est patent»*

---

A lire aussi

## En Ile-de-France, un dernier débat qui tourne à l'affrontement Bayou-Pécresse

Elections 24 juin 2021

---

 En avril dernier, les signataires de la tribune, collectif d'architectes, d'urbanistes, de sociologues et d'économistes, avaient déjà tiré la sonnette d'alarme, à l'attention des candidats aux régionales. *«Depuis une quinzaine d'années, force est de constater que le Grand Paris a été réduit au rang de simple formule, à la fois totem et tabou, désiré et honni, dont les citoyens ne savent pas grand-chose, au-delà des grues qui poussent et des prix qui flambent.»* Exprimant aussi leur souhait que les élections régionales et départementales des 20 et 27 juin soient *«l'occasion de mettre sur la table des questions vives qui ne peuvent plus être éludées»*.

### A «côté de la plaque»

A commencer par le creusement des inégalités. Le Grand Paris est la métropole française qui connaît les plus fortes disparités de revenus : les 10% des ménages les plus pauvres vivent avec un revenu inférieur de 18% à la moyenne nationale, quand les 10% des ménages les plus aisés vivent, eux, avec un revenu supérieur de 40% à cette moyenne, d'après une étude de l'Atelier parisien d'urbanisme [parue en septembre 2020](#). Des écarts qui ont continué à se creuser entre 2001 et 2016 dans plus de la moitié des communes du périmètre.

Las, *«il a été impossible d'obtenir un débat politique, au sens noble du terme, autour des questions liées à l'inégalité dans l'accès au logement, à la santé, aux transports ou face à la pollution»*, souligne Pierre Mansat, qui vient de publier avec Christian Lefèvre *Ma vie rouge, meurtre au Grand Paris* (Presses universitaires de Grenoble). L'ancien adjoint communiste de Bertrand Delanoë n'épargne pas plus la présidente d'Ile-de-France, Valérie Pécresse, qui n'a jamais caché son hostilité pour le MCD, que le candidat

recresse, qui n'a jamais caché son hostilité pour la MGP, que la candidate du Parti socialiste, Audrey Pulvar. *«Au cœur de son programme, il y avait la gratuité des transports mais ce n'est pas la question.»* La question étant plutôt celle de l'entretien du réseau RER et de sa capacité à acheminer dans de bonnes conditions les quelque 800 000 banlieusards qui viennent travailler chaque jour dans la capitale, et les 130 000 étudiants de la périphérie qui y étudient.



Que la campagne soit à *«côté de la plaque»*, c'est aussi le constat de la Fédération nationale des associations d'usagers (Fnaut) d'Ile-de-France. *«Les candidats aux régionales s'engagent sur le RER Vélo. La métropole du Grand Paris sur le Vélopolitain. Mais ces collectivités gèrent 0 km de voirie ! Ce sont les villes, départements, EPT et agglos. Un exemple de la nécessité d'une réforme de la gouvernance en IDF au + tôt (sic)»*, a tweeté jeudi l'association.

## La frontière Paris -banlieue «encore très marquée»

Cette confusion sur qui fait quoi a nourri l'abstention, qui a frôlé les 70% en Ile-de-France, en hausse de 20 points par rapport à 2015. Ainsi, 39% des électeurs sondés par Ipsos ont justifié leur refus de se déplacer par le fait que ces élections n'auraient pas d'impact direct sur leur vie quotidienne. A quoi bon voter à une élection dont on ne comprend pas les enjeux ?

Pourtant, la métropolisation est très concrète. *«Les familles des XIXe et XXe arrondissements font leurs courses dans les hypermarchés de banlieue, les banlieusards fréquentent les bois parisiens»*, illustre Pierre Mansat. Mais il y a un décalage entre l'expérience des Franciliens, dont les pratiques – de travail, de loisir ou de consommation – sont *«étroitement imbriquées»* et un *«système politique cloisonné, fractionné»* entre les communes, les intercommunalités (appelées «EPT» pour établissements publics territoriaux), les départements et la région.

*«Paris tient un discours sur la métropolisation mais, dans les faits, il n'y a pas de volonté de partage des richesses fiscales. La frontière entre Paris et la*

*banlieue reste très marquée»*, observe Wilfried Serrier, chercheur à l'Institut

*«l'annuaire reste très marquée»*, ajoute Wilfried Sensier, chercheur à l'Institut français de géopolitique et également signataire de la tribune. De fait, malgré près de 3,6 milliards de recettes, la capacité d'investissement de la MGP (28 millions en moyenne par an) est inférieure à celle de la Communauté d'agglomération Chartres métropole qui ne compte que... 136 000 habitants ! Et les écarts de richesse fiscale entre les EPT vont de 1 à 11, selon un rapport d'information sénatorial récent.



A lire aussi

## **Des députés LREM veulent pulvériser la Métropole du Grand Paris**

Société 16 déc. 2020

*«Le problème chronique de la métropole et de la région est de redistribuer en faveur des départements du Nord, à savoir la Seine-Saint-Denis et l'est du Val-d'Oise, qui s'enfoncent dans la pauvreté et le sous-équipement. Or, la MGP n'inclut pas le Val-d'Oise, et elle ne s'est jamais donnée pour ambition de corriger les inégalités»*, explique un haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur. *«Un plan métropolitain sur le logement aurait pu se donner pour objectif de développer le logement social dans les Hauts-de-Seine, pour alléger la charge de la Seine-Saint-Denis. Il n'en a rien été et il est même au point mort depuis trois ans, les élus de l'Ouest et de Paris refusant de prendre leur part dans le développement de l'habitat pour les plus précaires»*, déplore cette source.

Face à cet *«irrédentisme communal»*, Pierre Mansat rêve d'un *«véritable gouvernement métropolitain»*, élu au suffrage universel direct et *«doté de vraies compétences en matière d'urbanisme, de transport et de logement»*. Une *«révolution démocratique»* qui passerait par la convocation d'une convention citoyenne, pour que le Grand Paris trouve enfin une traduction institutionnelle à la hauteur des enjeux.

## DANS LA MÊME RUBRIQUE



## Abstention : les politiques au fond du flou

26 juin 2021 [abonnés](#)

### LE PORTRAIT DU JOUR

Il y a urgence à revigorer la démocratie participative

Elections 25 juin 2021 [abonnés](#)

Régionales : vingt bonnes raisons d'aller voter

Elections 25 juin 2021

Contre l'abstention, la tentation un peu rapide du vote électronique



Lifestyle  
Portraits

# Sara Mortensen, hors écran, solaire

24 juin 2021 **abonnés**  
Sports

Sciences

Plus

Forums

Archives



**Services**



S'abonner

Les Unes

La boutique

Contactez-nous

Donnez-nous votre avis

Foire aux questions

## Conditions générales

Mentions légales

Charte éthique

CGVU

Protection des données personnelles

Gestion des cookies

Licence

## Où lire Libé?

Lire le journal

Les newsletters

Application sur Android

Application sur iPhone / iPad



Paramétrer mes cookies